

CRISE DE LA DETTE: LA STRATÉGIE DE LA POUSSIÈRE SOUS LE TAPIS

LE 24 MARS 2011 STANISLAS JOURDAN

Le sommet européen qui se réunit en ce moment devrait confirmer la mise en place d'une solidarité financière entre les États. Pourtant, il n'atteindra pas son but : résoudre le problème de la dette souveraine.

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent ce soir et demain pour acter la mise en place d'un **dispositif de solidarité financière entre les États de la zone euro**, et ainsi tenter de sortir l'euro de la **crise de la dette souveraine**.

Et malgré les derniers rebondissements liés à la démission du Premier ministre portugais, tout semble être sous contrôle. Par quelques artefacts financiers, le Portugal devenu insolvable pourra à nouveau s'endetter. Et l'Union européenne aura ainsi "sauvé" le pays de la faillite. Elle aura même sauvé l'euro.

En apparence, tout va bien. Pourtant, la crise de la dette n'a jamais été aussi loin d'être résolue.

Les spéculateurs n'y sont pour rien

Car, contrairement à l'idée que l'on peut se faire au premier abord, il ne s'agit pas d'une "crise financière de plus" dont les méchants spéculateurs seraient coupables.

Ces derniers, de même que **les agences de notation**, ne font que réagir mécaniquement à la situation catastrophique de certains pays : des pays très endettés dont les déficits chroniques et les faibles espoirs de croissances mettent en doute leur capacité à rembourser la dette qu'ils ont contractée. Et ce d'autant plus que, dans le cadre de l'euro, ces pays se sont formellement interdits de recourir à la planche à billet pour liquider leurs dettes.

La réaction des investisseurs n'est au fond pas très différente de celle du bon père de famille : lorsque le risque est trop fort, il ne prête pas son argent, ou pas à des taux faibles.

On est donc dans une crise bien différente de celles des subprimes qui avait exposé au grand jour les turpitudes du monde de la finance. Cette crise remet en cause les fondamentaux économiques du modèle de croissance des pays développés : l'endettement massif des États pour soutenir la croissance économique.

Cacher la dette sous le tapis

Les institutions européennes n'étaient pas configurées pour faire face à ce cas de figure. Du coup, on bricole des mécanismes dits de "stabilité financière". Ainsi, plutôt que de s'endetter auprès des marchés, on permet aux États en difficultés (la Grèce, l'Irlande, et bientôt le Portugal) de s'endetter auprès d'un fonds garanti par les autres États européens. Le poids de la dette des États en difficulté est transféré des marchés vers d'autres États qui se financent auprès des marchés. Autrement dit, on cache ainsi la poussière sous le tapis... pour ne surtout pas changer le système.

Et dans leur aveuglement, les dirigeants européens nous vantent ce qu'ils appellent "la solidarité financière européenne", la bonne santé de l'Allemagne aidant la Grèce et l'Irlande à se sortir du trou. C'est beau.

De quelle solidarité parle-t-on vraiment ?

Malheureusement, cette solidarité a un prix : non pas seulement le taux d'intérêt surévalué qu'il faudra rembourser, mais surtout des plans d'austérité drastiques visant à rétablir l'équilibre des comptes publics. Ce qui semble aller de soi, mais qui en pratique se concrétise par une croissance affaiblie des pays concernés, rendant ainsi encore plus improbable le remboursement de la dette contractée.



Les exemples de l'Irlande et de la Grèce sont frappants. En Irlande, 100.000 personnes ont quitté le pays, faute de perspectives d'emploi, tandis qu'en Grèce, la **“génération 500 euros” est dans les rues** presque tous les jours pour contester la légitimité de cette dette. Et comme si cela ne suffisait pas, les investisseurs **retirent leurs capitaux de ces pays**, redoutant une récession économique plus forte encore, voire pire : la faillite des banques.

Alors qu'ils visaient à éviter un défaut des États sur leur dette souveraine, les plans d'austérité accélèrent précisément le processus. L'échec de la réponse européenne est donc prévisible.

« Mais a-t-on vraiment le choix ? »

Telle serait la réponse de Nicolas Sarkozy ou Dominique Strauss-Kahn.

Si les États ne remboursent pas leur dette, leurs créanciers qui sont principalement des banques et assurances, perdraient des sommes colossales ! Et ces banques – qui au passage, détiennent vos avoirs, votre assurance vie etc. – sont déjà pour certaines très fragilisées par la crise des subprimes de 2008. Si bien qu'en cas d'effet boule de neige, le risque systémique d'une banqueroute généralisée n'est pas exclu.

Comble de l'ironie, pendant qu'en Irlande, le nouveau gouvernement remet en cause le plan de sauvetage décidé sous le précédent gouvernement, l'opposition portugaise, elle, **rejette un énième plan d'austérité** visant justement à éviter l'aide de l'UE et du FMI, pour ne proposer rien d'autre que **d'accepter l'aide de l'Union Européenne...** et sa contrepartie : l'austérité budgétaire.

Le serpent se mord la queue, et l'absence d'alternatives est affligeante : il faut continuer à renflouer tout le monde... et presser les populations comme des citrons à coup de taxes, pour résorber les déficits...

Il y a des alternatives, explorons les !

Les faits sont pourtant là : la dette est insolvable, les perspectives de croissances sont faibles, et l'austérité ne marche pas. L'Europe est **dans l'impasse** et nos dirigeants entretiennent le déni en recherchant en vain à éviter à tout prix ce qu'ils considéreraient comme un effondrement du système : les défauts des États.

Le tableau décrit ci-dessus peut paraître bien pessimiste. Et pourtant, il ne l'est pas tant. Comme le dit le célèbre proverbe Shaddock : « S'il n'y a pas de solutions, c'est qu'il n'y a pas de problème » ou plus précisément : c'est que le problème n'est pas clairement identifié

Les vraies questions, certains osent pourtant les poser : “Pourquoi faut-il toujours sauver les

banques ?” se demandent les citoyens grecs ou irlandais. “Le rôle de la Banque Centrale Européenne est-il correctement calibré ? Pourquoi ne pas créer de la monnaie pour rembourser nos dettes ?” interrogent certains économistes. “Et si la solution, c’était le retour au franc ?” prétendent les souverainistes.

Chez OWNI, ces questions ne nous font pas peur. Mieux : elles nous intéressent. C’est pourquoi nous avons décidé de lancer un projet : une “cellule de crise” visant à informer les citoyens sur cette crise, l’expliquer, et enfin, explorer les alternatives qui existent malgré l’ignorance des politiques et médias mainstream.

Ce projet se concrétise par l’ouverture d’un **blog collaboratif** permettant d’allier le savoir-faire de OWNI en terme de journalisme numérique avec l’expertise des contributeurs de la communauté d’OWNI sur les questions économiques et financière.

OWNI se donne ainsi pour devoir de donner la parole à tous ceux qui posent de bonnes questions et proposent des alternatives. Si vous voulez en être, n’hésitez pas à vous signaler !

—

Illustrations CC **European Parliament ; Asteris Masouras ; acb**

LUC DAGORNE

le 24 mars 2011 - 20:43 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bis répétitas ! On va nous faire le même coup que fin 2008 !

*La crise à l’époque était financière, le système monétaire lui était solide comme le roc !
Là les banksters n’y sont une fois de plus pour rien. Décodage du message subliminal :
Serrez-vous la ceinture car les pays européens vivent au dessus de leurs moyens !*

Ca c’est du journalisme économique m’sieurs dames ! Et c’est sur OWNI et nulle part ailleurs ... Enfin presque.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HIDALGO

le 25 mars 2011 - 0:28 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Juste une petite remarque de forme, Stanislas Jourdain: on n’explore pas les alternatives à une réponse car une alternative ne comporte que 2 options, par définition.
On explore alors des pistes ou on fait des propositions.
Mais à part ça, bravo ! C’est aussi clair que du Paul Jorion.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 25 mars 2011 - 23:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Hidalgo : merci pour votre feedback. Vous avez raison sur la subtilité terminologique. Je pense que cela ne change pas néanmoins la compréhension du texte

Quant à la clarté de Jorion, merci mais je ne sais pas si on joue dans la même cour... ;) ce texte reste très simplificateur, l’objectif étant de sensibiliser les lecteurs de OWNI sur le sujet... et les inviter à se poser les bonnes questions, à consulter le blog ou à y contribuer ! :-)

Stanislas

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LOÏC LUCAS

le 26 mars 2011 - 9:47 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*On ne résout pas un problème en utilisant les concepts qui l’ont généré.
Tant que l’on considèrera que le système financier s’écroule par la faute de mauvaise gouvernance et de mauvais citoyens et non par la mise en place de règles et de loi*

destructrices, on ne changera rien.

L'une des solutions à explorer consiste à se poser la question de la légalité et de la légitimité de la dette.

La loi Pompidou/Giscard d'Estain de 1973 en est l'un des exemple. La France a, depuis cette date, remboursé près de 1500 milliards d'intérêt d'emprunt, ce qui correspond au montant de la dette public actuelle.

Compte tenu des liens (collusion) existant à cette époque entre les banques et M. Pompidou, on peut considérer que cette loi a servi les intérêts des banques et non de la Nation. Pensez ce que vous voulez, pour moi il est évident que ces décisions unilatérales sont illégales et s'apparentent à de la corruption.

Je vous recommande la lecture des articles de M. Eric Toussaint que vous retrouverez sur le site de mondialisation.ca (<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=listByAuthor&authorFirst=%C9ric&authorName=Toussaint>)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

FABIEN

le 27 mars 2011 - 11:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



En complément au mail de Loïc, ce film de Paul Grignon, "l'argent-dette", visionnable ici : <http://vimeo.com/1711304?pg=embed&sec=1711304>
Fabien

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

FRÉDÉRIC

le 27 mars 2011 - 18:31 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Mr Jourdan, pour illustrer l'absence d'explicitation claire du problème des dettes souveraines, vous écrivez:

"Le serpent se mord la queue, et l'absence d'alternatives est affligeante : il faut continuer à renflouer tout le monde..."

Pourquoi ce "tout le monde"?

J'attendais, à ce moment précis de votre démonstration, l'évidence: les banques.

Mais non, vous renvoyez cette évidence au statut de prise de risque éditoriale dangereuse en utilisant le terme pratique de "certains" puis en les citant:

"Les vraies questions, certains osent pourtant les poser : "Pourquoi faut-il toujours sauver les banques ?" se demandent les citoyens grecs ou irlandais.", plus loin:

"certains économistes". Bien téméraire ces certains économistes, sont ils des citoyens grecs ou irlandais pour oser un tel crime de lèse-capital?

Votre rédaction n'a pas peur de se positionner clairement du côté des pirates informatiques pour, par exemple, dénoncer le contrôle d'internet via les lois Hadopi ou Loppsi I et II, mais lorsqu'il s'agit de s'engager aux côtés des peuples et de la

démocratie contre les banques et les médias classiques, vous pratiquez ce ton du journalisme de papa et adoptez ce style faussement neutre qui se justifierait par défaut d'"expertise". Les écoles de journalisme enseigne peut être l'allégeance, mais qui craignez vous de froisser? Vos banquiers? Owni se pose du côté des banques? Owni

aime autant les arguments d'autorité que les médiocrates du quotidien? Je soutiens votre initiative pour apporter un point de vue populaire et démocratique sur les responsabilités des décideurs économiques et financiers. Les nombreux économistes hétérodoxes sont trop dispersés sur la toile, et voir Owni vouloir agréger leurs savoirs et analyses est salutaire.

Mais pas besoin d'expertise trop fournie quand on n'accepte pas que le conflit est inhérent à nos sociétés et que les priorités des puissants ne seront jamais celles de l'homme ordinaire. Un simple courbette au capital suffit alors.

L'économie dépend de choix humains, elle sera toujours politique. Vos experts vous engagerons et je crains qu'in fine Owni reprenne la position confortable du journaliste au dessus de la mêlée, position confortable quand on ne veut pas froisser les puissances d'argents.

Les experts économiques ne sont pourtant pas neutre, c'est l'une des rares "expertises" dont je peux vous faire bénéficier.

Par exemple ma faible expertise me permet aussi d'affirmer qu'il serait courageux et moins hypocrite d'arrêter la cotation fluctuante des monnaies et donc d'indexer immédiatement le dollar et l'euro sur le prix du baril de pétrole, voire à un indice synthétique des matières premières. Pourtant j'ai la connaissance économique d'un simple lecteur de blog.

Alors de grâce quand votre blog collaboratif aura suffisamment démontré le caractère

impérialiste, inégalitaire donc antidémocratique de notre système économique et financier, prenez position et arrêtez vos formulations alambiquées, puisque vous êtes des journalistes indépendants.

Mais peut-être est-ce mon exigence démocratique qui est trop supérieure à la moyenne et le déni de démocratie trop bien partagé.

Alors Owni, du côté de l'homme ordinaire ou du puissant?

PS: à tous ceux qui ont peur de voir BNP Paribas ou la Société Générale perdre ce qu'elles possèdent en dette souveraine grecque ou portugaise, transférer vos fonds à la Banque Postale (dont je ne suis pas client d'ailleurs, pas un exemple d'entreprise démocratique pour autant), puisque que la loi l'empêche d'investir sur les marchés financiers.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 27 mars 2011 - 19:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Frédéric : vous vous enflamez bien vite : ce "tout le monde" faisait tout simplement allusion aux pays. De manière à dire : après la Grèce, l'Irlande, ce sera le Portugal etc. Il ne s'agissait en aucun cas de laisser entendre que tout le monde serait heureux et que tout allait bien !!!!

De plus, mis à part ce "tout le monde" certes un peu vague, il est tout de même évoqué juste après de "presser les citoyens comme des citrons". Le sous-entendu me semble explicite.

Ensuite dans le texte, il est bien expliqué que tout le raisonnement des dirigeants européens est qu'il faut éviter à tout prix la faillite car l'effet systémique pourrait entraîner les banques.

Bref, je vous trouve de mauvaise foi, d'autant que j'ai eu l'occasion de taper sur les banques à d'autres occasions, et je n'ai aucuns scrupules à le faire, ni à le refaire.

Et, au fait, l'indexation des monnaies sur un indice MP fait tout à fait partie des questions que l'on peut traiter sur "cellule de crise". Tout comme les restructurations, le retour au franc, les eurobonds, l'harmonisation des politiques européennes, la réglementation de la spéculation etc etc.

Au plaisir de vous lire sur ces sujets (?)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Revue de presse du 2 avril 2011 | Cellule de crise le 2 avril 2011 - 13:57

[...] Crise de la dette : la stratégie de la poussière sur le tapis (Owni) [...]